

LE PARTI TRAVAILLISTES ET L'UNION EUROPEENNE : DU REJET A L'ENGAGEMENT

Bouré DIOUF

Département d'études anglophones
Université Cheikh Anta DIOP de Dakar, Sénégal.
bourembissine@gmail.com

Résumé

Cet article étudie l'attitude travailliste depuis 1945. Il explore les relations conflictuelles du Parti travailliste avec la CEE. De ce fait, il s'appuie sur le concept de l'eurosepticisme contemporain au sein du Parti travailliste pour explorer les zones d'ombre de ces relations mouvementées. La question du fédéralisme de cette organisation européenne rendait impossible au gouvernement travailliste de participer durant les premières heures. L'union politique était bien vue dans l'idée de la création de l'UE. La question d'une Europe fédérale était le sujet saillant du refus travailliste de faire partie de la CEE en 1945. Il a préféré se tenir à l'écart de cette institution supranationale. Le Parti travailliste s'était divisé sur la question européenne vers les années 1970-1980. Vers les années 1980, les travaillistes considéraient la CEE comme une organisation capitaliste où le libre-échange et la concurrence était les mots clefs. L'avènement du New Labour a réorienté l'attitude travailliste sur la question européenne vers les années 1990 avec un europhilie sans précédent.

Mots clefs : *union européenne, politique étrangère, communauté économique européenne du charbon et de l'acier, parti travailliste, eurosepticisme, fédéralisme*

Abstract

This article examines Labour's attitude since 1945. It explores the Labour Party's conflicted relationship with the EEC. In doing so, it uses the concept of contemporary Euroscepticism within the Labour Party to explore the grey areas of this turbulent relationship. The issue of federalism in this European organization made it impossible for the Labour government to participate in the early days. Political union was seen as part of the idea of the creation of the EU. The question of a federal Europe was the salient issue in Labour's refusal to join the EEC in 1945. It preferred to stay out of that supranational institution. The Labour Party was divided on the European question in the 1970s and 1980s. By the 1980s, Labour saw the EEC as a capitalist organization where free trade and competition were the key words. The advent of New Labour reoriented Labour's attitude on the European question towards the 1990s with an unprecedented Europhilia.

Keywords: *European Union, foreign policy, European Coal and Steel Community, Labour Party, Euroscepticism, Federalism*

Introduction

Vainqueur des élections générales post-guerre, le Parti travailliste était orienté vers une politique étrangère impérialiste qu'à celle intégrationniste dès l'idée d'une intégration de toute l'Europe Continentale. L'une des seules volontés du parti était de vouloir pérenniser les liens qui existaient dans l'empire colonial britannique plutôt que de s'engager dans une intégration supranationale européenne dont la finalité était incertaine pour les leaders du parti. Par conséquent, le cabinet travailliste arborait une attitude constructive très limitée (Gowland *et al.*, 2010 :18). Dans sa politique étrangère, la pérennisation des liens entre le Royaume-Uni et les pays du Commonwealth était une condition première devant l'Europe en reconstruction. L'idée d'une politique atlantiste était conjuguée par un nationalisme britannique profond. Ainsi même étant dans l'opposition, les travaillistes n'avaient pas pu participer à la conférence de Messine en 1955 (Delaney, 2002 :123).

Les officiels travaillistes ne voulaient pas d'un engagement britannique plus approfondi au sein de l'Europe continentale. Leur volonté était d'être un pont entre l'Europe et le Commonwealth. Plus clairement, ces leaders travaillistes voulaient assister à la construction européenne et ne pas être actifs. Leader du gouvernement travailliste, Clément Attlee soutenait que: *"Our policy should be to assist Europe to recover as far as we can ... But the concept must be one of limited liability. In no circumstances must we assist them [the Europeans] beyond the point at which the assistance leaves us too weak to be a worth-while ally for U.S.A. if Europe collapses ... Nor can we embark upon measures of "cooperation" which surrender our sovereignty and which lead us down paths along which there is no return."*(Gowland *et al.*, 2010 :19). La question européenne était reléguée au second plan. Néanmoins ces leaders travaillistes étaient euroenthousiastes.

Des voix discordantes commençaient à être véhiculées. De ce fait, des divisions internes ont failli éclater le Parti travailliste. L'érosion de la souveraineté nationale britannique faisait que ces leaders du parti ne voulaient pas que leur pays s'embarque dans ce conglomérat européen qui était considéré comme une source d'incertitude pour eux. Le Parti Travailliste n'était pas conscient qu'intégrer cette organisation européenne pourrait lui offrir le sourire car son économie et son armée souffraient des conséquences de la Deuxième Guerre mondiale.

Malgré tout, le parti a décidé de continuer son compagnonnage avec ses anciennes colonies et sa relation spéciale avec les USA que de s'allier avec l'Europe. La principale visée du parti était d'essayer de continuer le rôle que le Royaume-Uni jouait au sein de l'Europe avant la Seconde Guerre mondiale. La théorie des trois cercles de Churchill a impacté sur la politique du parti en matière de question de politique étrangère européenne.

Pour les officiels du parti, l'identité nationale, la souveraineté nationale, l'indépendance politique et économique étaient très ancrées. Les prétentions britanniques vis-à-vis de leur intégration à l'UE étaient refroidies par ces idéologies nationales. Par conséquent, ils ne jugeaient pas urgent de

se lier avec des États européens qui ont été vaincus durant la Deuxième Guerre mondiale à un moment où leur pays n'avait pas besoin de reconstruction.

Ainsi le Parti travailliste était caractérisé par un radicalisme récurrent durant la période post-guerre. Il n'était pas en phase de l'idée de la construction d'une Communauté Économique Européenne (CEE). De ce fait, il s'est comporté en statut de spectateur lors de la création de la Communauté Européenne de Défense (CED) et de la CEE (Alexandre-Collier, 2014 :20). Il n'avait qu'observé de l'extérieur toutes les évolutions communautaires. Le transfert de la souveraineté nationale par l'intégration à la CEE était le principal point de désaccord avec l'Europe. Par conséquent, la situation interne du parti s'était divisée en une opposition pour et contre de la Communauté Économique Européenne (CEE) depuis 1945 jusqu'à nos jours. Selon Vivien Pertusot, « *Cette relation est le fruit d'une incompréhension entretenue, désormais bien ancrée et jamais réellement combattue au Royaume-Uni.* » (Pertusot, 2016 :135).

Cependant, vers les années 1990, le parti commença à adopter un comportement pro-européen avec l'avènement du *New Labour*. L'avènement de cette nouvelle théorie politique commençait à réorienter la politique étrangère du parti par rapport à l'UE. Avec cette nouvelle approche de politique étrangère, le parti se sentait plutôt européen. En d'autres termes, il voulait recentrer le Royaume-Uni au cœur des décisions européennes. L'europhilie gagnait presque la majorité des travaillistes. Tony Blair va essayer de changer l'attitude travailliste vis-à-vis de l'UE.

L'objectif de ce travail est de montrer l'attitude du Parti travailliste face aux Communautés Économiques Européennes (CEE). L'article se donne principalement comme tâche d'analyser le radicalisme travailliste et son engagement constructif par rapport à cette organisation supranationale européenne. Pour se faire, nous nous sommes deux hypothèses. La première est que le Parti travailliste est animé par une attitude très radicale par rapport à la gestation CEE. Et notre deuxième hypothèse est que l'attitude radicale pourrait changer vers une attitude constructive vers les années 1980. Ceci nous amène à poser quelques questions de savoir comment les prétentions impériales travaillistes ont accentué son radicalisme européen ; dans quelles situations le Parti travailliste a changé sa politique étrangère plus particulièrement sur la question européenne. Pour répondre à ces questions, nous avons divisé notre travail en deux axes. Nous allons d'abord explorer les relations conflictuelles du Parti travailliste et la CEE de 1945-1983. Ensuite nous analyserons par l'approche constructive de ces dernières années au sein de l'UE grâce au concept du *New Labour* (1997-2010).

1.1. Une attitude hostile à l'idée d'une intégration européenne

Les leaders politiques britanniques avaient une indifférence notoire vis-à-vis de l'UE. Leur attitude réservée était l'une de leurs caractéristiques à tout projet à caractère supranational. Il y a toujours des incompréhensions euro-péo-britanniques. Pauline Schnapper disait qu'il y a un double malentendu :

« (...) Malentendu de la part de beaucoup de continentaux, qui refusent de voir la logique à l'œuvre dans l'attitude britannique (même si celle-ci ne se laisse pas toujours clairement distinguer) et ne veulent pas prendre en compte un certain nombre de facteurs spécifiques ce pays. Malentendu également de la part des Anglais eux-mêmes qui ont sous-estimé et mal compris la portée du processus d'intégration européenne. » (Schnapper 2000 :16-17).

Sa politique extérieure est atlantiste et ses responsabilités sont globales. C'est l'avis de Harris Trevor qui a déclaré que : « [...] *les intérêts de la Grande-Bretagne la poussent, très tôt, vers l'extérieur, vers l'exploration, le commerce extérieur et, à terme, vers la colonisation comme outil essentiel d'exploitation et d'expansion.* » (Harris 1999 :25 ; voir Schnapper 2000 :58). En définitive, l'idée d'un « *soutien sans participation* » à la CEE a toujours animé l'establishment britannique (Schnapper 2000 :60). Par exemple si nous prenons les propos de Hugo Young : « *C'est parce que le fédéralisme semblait imminent, écrit-il, que les Britanniques disaient qu'ils se méfiaient du plan Schuman, espéraient qu'il ne fonctionnerait pas et firent de leur mieux, derrière une bonne part de camouflage diplomatique, pour l'empêcher de fonctionner* » (Diouf, 2021 :54 in Alexandre-Collier, 2014 :20).

Pour le peuple anglais, intégrer la CEE, c'était d'exposer la Grande-Bretagne à d'énormes problèmes de sécurité. Cette Europe est synonyme de guerres interminables et d'insécurité. L'Europe est considérée comme la source de tous les problèmes d'insécurité qu'a vécue le R.U. C'est l'avis de Margaret Thatcher qui a déclaré que « *Au cours de ma vie la plupart des problèmes que le monde a rencontrés sont venus, d'une façon ou d'une autre, de l'Europe continentale et les solutions sont venues de l'extérieur* » (Schnapper 2014 :69). Le Royaume-Uni s'est toujours désolidarisé avec l'Europe préférant le Grand Large.

Depuis l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'UE, Pauline se demandait s'il y a « *toujours un malentendu ?* » (Schnapper, 2010). Ces malentendus sont répertoriés dans les partis politiques travailliste, conservateur, et du UK Independence Party (UKIP).

Pascal Delwit résume la situation en ces termes en fait une étude pertinente sur ces rapports entre le Parti travailliste de la Grande-Bretagne et la CEE. Pour cette attitude du parti à l'encontre de cette organisation de l'Europe occidentale, il résume la situation ainsi :

« *Aux origines des Communautés européennes, l'hostilité des travaillistes britanniques était explicite, dans la mesure où ils voyaient dans la CECA, la CED ou les projets d'unification économique et politique de l'Europe, des entraves à leur destin : entraves à la construction et à la consolidation du Welfare State en Grande-Bretagne ; entraves à l'exercice du statut de grande puissance que souhaitait et croyait toujours assumer le Royaume-Uni ; entraves au développement des relations économiques et commerciales avec les États du Commonwealth ; entraves enfin à l'essor de la Special relationship caractérisant, ou censée caractériser, les rapports entre les États-Unis et la Grande-Bretagne.* » (Delwit, 2002 :74).

Toutefois, ce serait une erreur de dire que le gouvernement travailliste a refusé d'intégrer les projets européens. Car son gouvernement soutenait les projets à vocation intergouvernementale. De ce fait, il était en phase de tout projet de coopération dans lequel la Grande-Bretagne n'allait perdre sa souveraineté nationale. Selon Pauline Schnapper, « *Le gouvernement travailliste de C. Attlee n'était pas opposé, loin s'en faut, aux efforts de coopération européenne qui lui paraissaient nécessaires pour rétablir les économies européennes et renforcer la sécurité de l'Europe de l'Ouest vis-à-vis du Bloc de l'Est.* » (Schnapper, 2000 :10).

Au congrès du Parti travailliste de 1962, Gaitskell suggérait à ses compatriotes à « (...) être clairs à ce sujet » car (...) « *si telle est l'idée, (...) la Grande-Bretagne cessera d'être une nation européenne indépendante* ». Par conséquent, l'adhésion britannique à la CEE signifierait (...) la fin d'un millier d'années d'histoire. (Discours de Hugh Gaitskell (3 octobre 1962, 9).

Selon Peter Mangold, c'est à partir des années 1960 que le parti essaya de changer son attitude par rapport à la CEE (Mangold, 2006:82). Avec Harold Wilson, leader travailliste, le parti commençait à vouloir gagner le cœur de l'Europe. Néanmoins, il hérita d'un parti divisé par la question européenne (Schnapper, 2014 :82). C'est en 1964, que Wilson remplaçant son frère conservateur Harold Macmillan sentait le besoin de faire entrer le Royaume-Uni au sein de la CEE. Concrètement, il a posé la deuxième candidature britannique (Schnapper, 2014 :15). Malgré tout, le Parti travailliste était hostile à la CEE. Cette hostilité de la gauche du parti se faisait sentir bien avant l'arrivée d'Harold Wilson. Selon Pascal Delwit, « *Pendant les années soixante, cette posture évolua sous l'effet d'un déclin économique et politique relatif, et de l'impulsion de la Maison Blanche. Tour à tour, le gouvernement Macmillan, et l'exécutif Wilson, sollicitèrent l'adhésion du Royaume-Uni aux Communautés européennes, avec l'aval prudent, voire réservé, de leurs partis respectifs.* » (Delwit, 2002 :74). Pascal Delwit soutenait que « *C'est peu dire que l'histoire des relations entre le Parti travailliste britannique et les Communautés européennes est troublée, sinon chaotique* » (Delwit, 1995 :132).

En définitive, dans la période 1964-1970, le Parti restait divisé sur la question européenne lors de la décision d'Harold Wilson de faire entrer son pays à la CEE « *D'un côté se manifeste une aile « droite » qui défend le libre-échange traditionnel de la Grande-Bretagne. De l'autre, s'exprime une aile « gauche », accrochée à la défense d'un keynésianisme national et social.* » (Delwit, 1995 :151). Lors de la conférence en 1972 à Brighton, Wilson proposa aux parlementaires travaillistes pour des modifications déjà négociées par le Parti conservateur des conditions d'adhésion. Ces travaillistes ne voulaient que la Grande-Bretagne adhère à l'UE selon les termes négociés par le gouvernement d'Edward Heath. À cet effet, les travaillistes organisèrent le premier référendum (le Oui l'avait remporté avec 67,2% des votes (Delwit, 1995 :159) dans les relations euro-britanniques. En tant qu'euro-péen « moins convaincu », Wilson laissait une grande liberté de vote. En d'autres termes, tout député travailliste pouvait à faire campagne selon sa volonté. De ce fait, le parti a failli éclater en deux à la chambre des communes (Delwit, 1995 :158). C'est ainsi de 1970 à 1974,

le parti était très divisé sur la question européenne (Delwit, 1995 :156). La gauche travailliste composée de Tony Benn et Michael Foot qui étaient les figures de proue de cette idée anti-intégrationniste. (Jeffery and Perman, 2016 :14). Cette attitude contre l'adhésion britannique à la Communauté Économique Européenne (CEE) s'est accentuée au fil des années.

Cette attitude de Wilson était de faire « (...) *préserver tant bien que mal l'unité du parti en permettant aux opposants à la CEE de faire campagne pour le non, tout en préconisant avec les autres dirigeants de l'aile droite travailliste l'acceptation des nouvelles conditions (renégociées par son gouvernement)* » (Dixon, 2016 :109). C'était une façon de « (...) *pacifier son parti très divisé sur cette question.* » (Misch, 2006 :87). Harold Wilson, James Callaghan (1976-1979) avait hérité d'un parti éparpillé par la question européenne (Delwit, 2002 :75). En outre, Pauline Schnapper va marteler que :

« *Cette attitude avait pour la direction du parti un double avantage. D'une part, elle lui permettait de jouer son rôle d'opposant au gouvernement en place sans pour autant compromettre définitivement l'avenir de l'adhésion ; d'autre part, elle permettait de rassembler les différentes tendances du parti, qui étaient en complet désaccord à propos de l'Europe, et de trouver un compromis à peu près acceptable par tous.* » (Schnapper, 2000 :100). Voir aussi Broad, 2001 :21).

Néanmoins, le Parti travailliste était en faveur de toute coopération intergouvernementale du 27 Juillet 1945 au 26 Octobre 1951. En définitive, il a toujours été contre tous les projets européens à caractère fédéral. En 1950, Clement Attlee déclara que le Royaume-Uni : "*not prepared to accept the principle that the most vital economic forces of the country should be handed over to an Authority that is utterly undemocratic and is responsible to nobody (...).*" (Davis, 2017 :5).

L'adhésion aux communautés européennes a toujours constitué une question sensible au Royaume-Uni. Cette question a divisé le *Labour Party*. Ce dernier a pris une ferme conviction de quitter le projet d'intégration. Cette attitude désintégrationniste était l'apanage de l'aile gauche des travaillistes. Ils étaient contre l'intégration britannique au marché commun. Cette frange de la gauche était anti-européenne. C'est ainsi que beaucoup de parlementaires travaillistes se sont divisés à cause de la question européenne. (Foster, 2002:35) a été favorisé par certains comme à la conférence annuelle de 1980, le parti se montrait comme celui qui est plus europhobe de la Grande-Bretagne. C'est ainsi que le Parti travailliste s'était officiellement prononcé pour un retrait britannique des communautés européennes :

« *Suivant la décision de la conférence annuelle de 1980, le parti travailliste est maintenant fermement attaché au retrait de la Grande-Bretagne de la CEE. (...) Notre décision de nous retirer ne représente nullement un affaiblissement de notre attachement à l'internationalisme et à la coopération internationale. Au contraire, nous sommes déterminés à poursuivre des politiques de coopération maximale à la fois avec les membres actuels et les futurs membres de la CEE et spécialement avec les autres partis socialistes, et nous avons l'intention d'intensifier nos contacts et nos relations avec d'autres pays en Europe et avec le Commonwealth. (...) Nous ne croyons pas*

cependant que l'adhésion à la CEE a été ou puisse être dans l'intérêt du peuple britannique. Elle a apporté un petit ou pas de bénéfice à la Grande-Bretagne. Elle a alourdi l'inflation, affaibli notre économie et mine notre industrie et notre emploi. » (Delwit, 1995 :164)

L'idée de quitter la CEE occupait une place très importante dans la politique européenne travailliste des années 1980. Le Part travailliste, voulant briguer le suffrage des britannique en 1983 avait un seul objectif sur la question européenne. Sa volonté était de quitter les communautés européennes. (Jeffery and Perman, 2016: 14). Étant en en perpétuel désaccord avec les directives de la CEE, quitter était une des meilleures conditions selon l'idéologie travailliste de l'époque.

L'union politique était considérée comme attacher une corde à sa politique étrangère et plus particulièrement celle européenne. Malgré tout, le parti n'était pas contre une intégration coopérationnelle entre états européens. C'est-à-dire que le Royaume-Uni voulait une coopération politique mais non une union politique. C'est l'idée de Pauline Schnapper qui stipulait que « *La coopération politique, par opposition à l'union politique, est donc un domaine d'action européen auquel les Britanniques ont toujours été attachés et auquel ils ont toujours participé, manifestant ainsi qu'ils n'étaient pas toujours hostiles aux développements de la CEE.* » (Schnapper, 2000 :88). En définitive le Royaume-Uni était en phase avec toute intégration intergouvernementale. C'est ce qu'Attlee a essayé de faire comprendre aux membres du Cabinet le 30 août 1951 en déclarant que « *Nous sommes désireux de jouer un rôle actif dans tous les types de coopération européenne sur une base intergouvernementale mais nous ne pouvons pas céder notre liberté de décision et d'action à une quelconque autorité supranationale.* » (Diouf, 2021 :156 in Schnapper,2000 :72). Et qu'« *Aucune autorité supérieure ne pourrait ainsi contraindre le gouvernement et le Parlement britannique à entreprendre une action qu'ils percevaient comme contraire aux intérêts de leur pays.* ». (Diouf, 2021 :156 in Schnapper, 2000 :72).

1.2. L'inspiration intégrationniste travailliste

Le retour des travaillistes modérés aux rênes du parti n'a pas totalement changé leur attitude vis-à-vis de la CEE mais a réussi d'apaiser les ardeurs des travaillistes radicaux. À la suite de la défaite des travaillistes face à leurs rivaux conservateurs en 1983, Neil Kinnock (1983-1992) succéda à Michael Foot aux comme nouveau leader du parti. C'est ainsi qu'il essaya de reconverter ce dernier pour qu'il puisse devenir plus modéré sur la question européenne vers les années 1988. Kinnock, bien qu'étant « *anti-marketeer* » devenait engagé pour une intégration britannique dans l'UE (Misch, 2006 :90). Il avait la lourde charge de « *dépassionner* » les ardeurs travaillistes antérieures sur les questions européennes (Delwit, 2002 :79). Selon ses propos, « *Nous ne sommes pas plus préparés à laisser le champ européen aux opérations d'un capitalisme de marche sans contraintes que nous ne sommes à laisser la Grande-Bretagne aux opérations du thatchérisme* » (Delwit, 1995 :168). Le gouvernement travailliste de Kinnock était une

politique de rupture avec ses prédécesseurs aux rênes du parti. Le parti se montrait petit à petit europhile. En définitive, il avait été gagné par un euroscepticisme modéré (*Soft Euroscepticism*) contrairement au « *Hard Euroscepticism* ». En 1989, lors du congrès de Brighton, Neil Kinnock déclara que le Parti travailliste est un parti « *européen, modéré, pragmatique* ». (Mougel, XI-3 | 2002 :3).

Le Parti travailliste revînt au pouvoir en 1997 avec le leader très europhile Tony Blair. Ce dernier avait horreur de la division. Sa vision politique était de rassembler un royaume désuni sur la question européenne. Sa mission était d'assurer une sécurité sociale à tout son pays. Il a révolutionné le Parti Travailliste par l'invention de son *New Labour*. De par ce dernier, il a essayé de centraliser le parti sur des questions sociales. (Mougel, XI-3 |, 2002 :4-5). Pascal Delwit caractérisait cette attitude des leaders du parti comme une « *conversion européenne des travaillistes.*» (Delwit, 1995 :168). La tactique de Blair était de recentrer son parti entre le « *Thatchérisme* » et l'héritage qu'il a reçu de ses prédécesseurs. C'est une administration politique qui ne se veut ni de la droite ni de la gauche mais au centre de ces deux positions. Sa politique est un héritage politique de la gauche et de la droite. En d'autres termes, Blair a hérité du « *Thatchérisme* » et de « *l'Old Labour* » (Mougel XI-3, 2002 :2-3). C'est ainsi que naissait le « *New Labour* ».

La volonté de Blair n'était de quitter « *l'Old Labour* » et le « *Thatchérisme* » mais de recycler les deux pour trouver plus de vigueur pour mieux révolutionner la politique européenne du parti. C'est ce que Mandelson et Liddle veulent signifier en déclarant que: « *New Labour is not just a different route for the left to take alone but a concept which joins the left to the centre of British politics and is all the stronger for that* » (Mougel, 2002 :4-5).

Dans son discours du 25 Avril à Manchester intitulé "A New Role for Britain in the World" était l'un de ses discours fait comprendre que la politique Blairienne était de faire de telle sorte que la Grande-Bretagne puisse jouer un important rôle au sein des communautés européennes (Schnapper, 2010 :135). Blair voyait dans l'attitude atlantiste des gouvernements précédents qui étaient réticents à un plein engagement britannique dans l'UE comme un handicap à la Grande-Bretagne de jouer les premiers rôles dans l'UE. Pour lui, « *we have deluded ourselves for too long with the false choice between the US and Europe* ». (Seldon, 2007:533). Pendant la campagne de 1997, Tony était claire par rapport à sa vision britannique au sein de l'UE. "(...) and the third is remaining in but leading . . . Of course we must stand up firmly for Britain's interests. And, as I have always made clear, we must be prepared to stand alone in support of those interests if necessary. But it is misguided to make perpetual isolation the aim of our policy . . . I want Britain to be one of the leading countries in Europe . . . This is a good moment for Britain to make a fresh start in Europe. (...)" (Wall, 2008 :162).

En définitive, « *l'arrivée du New Labour au pouvoir en 1997 permettait d'envisager une rupture réelle avec les décennies antérieures, marquées par ce que l'on a appelé ailleurs le « grand malentendu » entre les Britanniques et les partisans de l'intégration européenne, séparés par une*

incompréhension et une méfiance réciproques liées à la nature même du projet » (Schnapper, 2010 :135-136). Avec Tony Blair, le Parti travailliste a retrouvé sa place des communautés européennes.

Conclusion

Les relations européo-britanniques sont l'une des questions les plus débattues dans l'espace européen. Le Parti travailliste a toujours montré son désaccord sur tous les projets politiques européens. De 1945 jusqu'à la fin des années mille neuf cent quatre-vingt-sept, le parti était agité sur les questions européennes. Cette attitude renouvelée était due à une nostalgie impériale. De ce fait, sa position était réservée sur toutes les questions fédérales européennes. En 1983, le manifeste du Parti travailliste avait intentions de faire quitter le Royaume-Uni des communautés européennes malgré l'adhésion de la Grande-Bretagne. Cette position radicale l'a fait perdre les élections générales britanniques. Le changement d'attitude était une condition *sine qua non* pour que le Parti travailliste puisse retrouver une place très importante dans l'échiquier politique britannique.

Le virage des travaillistes sous la direction de Wilson sur les questions européennes s'est fait sentir vers les années 1960. Cette nouvelle position s'est clairement manifestée en 1987. Après les élections générales de 1983 marquée la défaite des travaillistes, sous la direction de Michael Kinnock, le parti a changé de directives en politique européenne. Sa volonté de dépassionner les crispations internes s'est accélérée pour dans l'unique but d'installer la Grande-Bretagne au cœur de la CEE. Cette constructive s'est accentuée avec l'avènement du *New Labour* sous la direction de Tony Blair. Avec ce slogan (*New Labour*), Blair a fini par implanter le parti travailliste au sein des communautés européennes.

Références bibliographiques

Harris Trevor (1999), *La Grande-Bretagne et l'Europe depuis 1945*, Paris, Ellipses, coll. Les essentiels de la civilisation anglo-saxonne

Delwit Pascal (1995), *Les partis socialistes face à l'intégration européenne. France, Grande-Bretagne, Belgique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.

Diouf Bouré (2022), *Les relations entre le Royaume-Uni et l'Europe depuis 1945 : de l'eurosepticisme au Bexit*, Université cheikh Anta Diop de Dakar, École Doctorale Arts, Cultures et Civilisations / ED- ARCIV, Laboratoire d'études et de recherches sur la modernité des pays de langue anglaise.

Diouf Bouré (Volume 2022/octobre/No 8), *Défense de la souveraineté nationale britannique : l'eurosepticisme et l'évolution dans le débat politique européen* ; in *Les sciences sociales / les humanités africaines : introspections*, l'Observatoire européen du plurilinguisme (OEP) et les Editions Francophones Universitaires d'Afrique (EFUA), Collection Plurilinguisme, ISBN : 978-2-492327-08-7.

Mischi Julian (2006), *Les mobilisations eurosceptiques au Royaume-Uni : une continuité historique ?* », De Boeck Université, *Critiques internationales*, volume 3, n° 32, ISSN 1290-7839, ISBN 2-7246-3056-4, p. 79-101.

Jeffery Charlie and Perman Ray (2016), *Britain's Decision: Facts and Impartial Analysis for the EU referendum on 23 June 2016*, The David Hume Institute, 26 Forth Street, Edinburgh, EH1 3LH.

Seldon, Anthony (2007), *Blair's Britain, 1997-2007*, Cambridge: Cambridge University Press

Schnapper Pauline (2010), *Le Royaume-Uni et l'Europe : toujours un malentendu ?* "Hérodote", n° 137 | pages 135 à 147, La Découverte, 2e trimestre, ISSN 0338-487X, ISBN 9782707164537

Schnapper Pauline (2000), *La Grande-Bretagne et l'Europe. Le grand malentendu*, Paris, Presses de Sciences Po

Gowland David et Turner Arthur (2000), *Reluctant Europeans. Britain and European integration (1945-1998)*, Harlow, Pearson Education & Longman.

Turner Ed et Bird Gemma (2016), *Le Parti Travailleiste et l'Europe : une relation agitée*, Traduit de l'anglais par Marie-Claude Esposito, l'Esprit du temps, « Outre-Terre », volume 4, n°49, pages 204 à 216, ISSN 1636-3671, ISBN 9782847953725, DOI 10.3917/oute.1.049.0204, Article disponible en ligne à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-outre-terre2-2016-4-page-204.htm>.

Wall Stephen (2008), *A Stranger in Europe: Britain and the EU from Thatcher to Blair*, Oxford: Oxford University Press.

Mougel François-Charles (2002), *Tony Blair, le New Labour et la Troisième Voie – ou comment conquérir le pouvoir en Grande-Bretagne et en Europe*, *Revue Française de Civilisation Britannique* [Online], XI-3 | 2002, Online since 21 March 2016, connection on 12 July 2016. URL : <http://rfcb.revues.org/705>

Mischi Julian (2006/3), *Les mobilisations eurosceptiques au Royaume-Uni : une continuité historique ?* », *Critique internationale*, DOI 10.3917/crii.032.0079, no 32, p. 79-101.

Broad Roger (2001), *Labour's European Dilemmas*, Basingstoke: Palgrave Macmillan.

Delwit Pascal (2002), *Le parti travailliste face aux communautés européennes (1979-1992) : de l'autarcie à l'ouverture*, *Politique européenne*, n° 6, p. 74-89.

Chaouad Robert (2013/3), *Le Royaume-Uni et l'Europe : in and out*, IRIS éditions, *Revue internationale et stratégique*, n° 91, ISSN 1287-1672 ISBN 9782200928766, DOI 10.3917/ris.091.0151, pages 151 à 161.

Coupland Philip M. (July 2004), *Western Union, "Spiritual Union," and European Integration, 1948-1951*, *Journal of British Studies*, Vol. 43, No. 3, pp. 366-394, Cambridge University Press on behalf of The North American Conference on British Studies, Stable URL: <https://www.jstor.org/stable/10.1086/383600>.

Delaney Erin (2002), *The Labour Party's Changing Relationship to Europe. The Expansion of European Social Policy*, Volume 8, Number 1, *Journal of European Integration History*.

Discours de Hugh Gaitskell contre l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE (3 octobre 1962),
URL:http://www.cvce.eu/obj/discours_de_hugh_gaitskell_contre_l_adhesion_du_royaume_uni_a_la_cee_3_octobre_1962-fr-05f2996b-000b-4576-8b42-8069033a16f9.html, Date de dernière mise à jour: 01/03/2017.